

Journal du chaos



Semaine 14 du 31/03 au 06/4 - 2025

Le crime de penser n'entraîne pas la mort. G Orwell



Si la géographie place les Etats baltes ou la Pologne aux frontières russes, leur « valeur » diffère du point de vue de Moscou. Les risques pris par le Kremlin pour maintenir de force Kiev dans son orbite sont sans commune mesure avec ceux qu'il devrait assumer pour y faire basculer d'autres pays, même ceux abritant des minorités russophones, comme la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. Car même à prêter à Moscou une soif insatiable de territoires, il pourrait difficilement y céder. Attaquer les Etats baltes reviendrait à engager la confrontation avec une coalition otanienne comprenant potentiellement une trentaine de pays européens, sans compter les Etats-Unis.

Hélène Richard pour *Le Monde diplomatique*, avril 2025

Politique

Conflit ukrainien

Le moratoire de trente jours décidé par Moscou et Washington reste flou. Il n'a pas été formellement accepté par Kiev et les deux parties ne cessent de s'accuser mutuellement de ne pas le respecter.

Rien que ces derniers temps, l'Ukraine et la Russie ont frappé à plusieurs reprises les infrastructures énergétiques de l'ennemi. Drones et missiles ont visé des raffineries de pétrole, de gazoducs, des installations électriques provoquant de nombreuses coupures.

Deci... delà

Face à la cacophonie qui règne à gauche concernant les élections municipales à Paris, Rachida Dati semble bien avoir toute ses chances comme le confirme un sondage Ifop-Fiducial (35 à 37%). Et fait mieux que Gabriel Attal de Renaissance.

Un juge vient de décréter qu'Eric Zemmour devra payer 9 000€ pour avoir osé dire une vérité que personne n'a le courage de prononcer sur le meurtre de Crépol : « *Ce sont toujours les Thomas qui tombent et ce sont toujours les Chahid qui les tuent* ». Injure raciale, paraît-il !

La mondialisation de l'économie a été un puissant accélérateur de croissance et de développement... au détriment de l'identité même des peuples. Mais elle a aussi contribué à la désindustrialisation des pays occidentaux et fait émerger un modèle de production et de consommation à bas coûts totalement délétère. Dans quelle mesure faut-il le poursuivre ? La question se pose pour l'Union européenne. Faut-il accélérer les accords de libre-échange avec l'Inde, le Mexique, l'Indonésie, etc. C'est peut-être le moment de réancrer sur nos territoires des activités économiques malmenées par un capitalisme effréné.

Le *Journal du dimanche* a imaginé plusieurs scénarios dans le cadre d'une présidentielle mettant en liste Olivier Faure (PS), Edouard Philippe (Horizons), Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau (LR), Gabriel Attal (Renaissance) et Jean-Luc Mélenchon.

Le résultat est révélateur de l'état d'esprit des Français en ce début d'année 2025. A gauche, largement en tête arrive Jean-Luc Méchancon avec 13% des intentions de vote, en 2^{ème} position Edouard Philippe de 20 à 25% et Marine Le Pen qui caracole en tête avec 37% des intentions de vote.

Pierre-Edouard Stérin, premier « business angel » de France et patron d'Otium Capital, fait l'objet d'attaques régulières des progressistes en raison de ses convictions conservatrices. Il tient à rappeler que l'essentiel de ces attaques reposent sur un dossier publié par *L'Humanité*.

L'ambassade américaine de Paris a envoyé à plusieurs grandes entreprises de différents secteurs d'activité un courrier leur demandant de supprimer leur politique de lutte contre les discriminations si elles veulent continuer de bosser avec l'Oncle Sam.

Donald Trump passe à l'exécution. Le président américain a donc bien confirmé qu'il allait taxer à 20% tous les produits importés de l'Union

européenne. Les droits de douanes s'élèveront à 34% pour la Chine et jusqu'à 46% pour le Vietnam.

Détail croustillant, on est passé quasi-instantanément de « *Trump va se tirer une balle dans le pied, ce sera bien fait pour lui, l'économie américaine va en souffrir* » à « *Oh mon dieu il est en train de nous ruiner, notre économie va en souffrir* ».

Affaire Le Pen

C'est peu dire que c'est un séisme politique. Marine Le Pen a décidé de faire appel de sa condamnation à quatre ans de prison dont deux ferme et cinq ans

d'inéligibilité avec exécution provisoire - un nouveau procès devrait avoir lieu en 2026 mais l'appel ne suspend pas l'inéligibilité.

La pierre d'achoppement de cette décision est l'inéligibilité avec exécution provisoire. Cette prérogative n'est pas spécifiquement encadrée, elle relève du pouvoir discrétionnaire des juges.

L'exécution provisoire remplit l'objectif d'intérêt général qui s'attache à l'effectivité de l'exécution d'une peine (en cas de risque de fuite par exemple) et à la prévention de la récidive. Dans le cas de Marine Le Pen ces risques étaient inexistantes. Raison pour laquelle Marine Le Pen parle de procès politique.

Détail collatéral. Comme le RN, le mouvement mélenchoniste est visé par une information judiciaire sur des soupçons de détournement de fonds publics au Parlement européen, qui n'ont pas encore été jugés. Pourquoi ?

Selon un sondage Odoxa-Backbone Consulting, pour *Le Figaro*, 65% des Français ne se disent « pas choqués » par le jugement prononcé contre Marine Le Pen. Ils estiment à 54% qu'elle a été « *traitée comme n'importe quel justiciable* » et que ce jugement « *prouve que notre démocratie fonctionne bien* ».

« Le monde politique est embêté par ce jugement, qui contredit l'idée que l'élection transcende le reste, considère un ministre. C'est une décision grave dans ses conséquences démocratiques. Ça revient à un refus partiel de faire appel. »

Le ministre de la Justice, Gérard Darmanin réclame un jugement en appel organisé dans « les délais les plus raisonnables possibles » étant entendu que la Cour d'appel de Paris a 10 000 affaires à rejuger en souffrance. D'où des délais de 18 mois en moyenne.

Dixit Marine Le Pen au *Parisien* (2/4) : « *Je vais interpeller la Cour européenne des droits de l'homme, le Conseil constitutionnel. Je vais utiliser toutes les voies de recours possibles. Je ne me laisserai pas faire* ».

Selon un sondage Harris Interactive réalisé pour RTL après la condamnation de Le Pen, Bardella mène largement la course en tête des intentions de vote de la prochaine présidentielle (36 % contre 4 % pour Laurent Wauquiez, ou 35 % contre 7 % pour Bruno Retailleau).

Le Rassemblement National organise un grand mitinje de soutien dimanche 6 avril à Paris. RV Place Vauban - Paris 7

Elysée

Allez, on se mouille. A deux mois de la conférence de l'ONU sur l'océan à Nice, Macron a annoncé les grandes ambitions de la France en matière de protection des océans.

Au programme : la gouvernance de la haute mer, la pêche durable, la protection de 30 % des surfaces maritimes, la lutte contre la pollution plastique, la décarbonation des transports maritimes, les financements, la lutte contre le réchauffement climatique au niveau local et la défense de la recherche scientifique.

Le président a renoué avec son homologue algérien Abdelmadjid Tebboune lors d'une conversation téléphonique le 31/3. En réalité le lien n'a jamais été rompue car Anne-Claire Legendre, conseillère Afrique du Nord à l'Elysée s'est rendue à trois reprises en Algérie.

Le successeur d'Alexis Kohler au secrétariat général de l'Elysée, Emmanuel Moulin, 56 ans, est l'exemple type de ces hauts fonctionnaires sans aucune conviction. Même cursus – Essec, Ena -, rocardien à Sciences-Po, il a ensuite bouffé à tous les râteliers avec Bercy pour commencer puis Sarkozy, Attal, Macron, et la banque. Indolore et sans saveur. Avec Macron, il rejoint le néant.

Mi-figue mi-raisin. Après avoir condamné la mise en cause des magistrats dans le procès intenté à Marien le Pen selon le principe que la justice est indépendante (ah bon ?), Macron a précisé que tout justiciable a droit à un recours.

Panique à l'Elysée. Emmanuel Macron a déclaré que la hausse des taxes décidée par Donald Trump est une « *décision brutale et infondée* ». Et il a réuni à l'Elysée, jeudi 03/4, les représentants des grandes filières exportatrices et du patronat.

C'est toujours la même question. La réponse que l'on fait face à un problème est : « Qu'est-ce qu'on fait » quand on est dans une logique volontariste, ou « *qu'est-ce qui nous arrive* », dans une logique de soumission.

Gouvernement

Illusoire. Notre ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, en visite à Pékin, a demandé aux Chinois d'exercer leur influence sur Poutine pour accélérer une logique de cessez-le-feu. Et naïf avec ça !

En affirmant sur CNews que les populations « françaises » et « blanches » peuvent aussi être victimes de racisme, la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, a déclenché une vive polémique.

François Bayrou annonce que le gouvernement va inscrire à l'ordre du jour des assemblées sa proposition sur la programmation pluriannuelle de l'énergie qu'il entendait faire passer par décret.

Amélie de Montchalin, ministre chargée des Comptes publics, continue sa chasse aux riches, à savoir ceux qui contournent l'impôt via des holdings. La chasse a déjà rapporté 13 Mds€.

La loi PLM (Paris-Lyon-Marseille) modifiant le mode de scrutin souffre d'un détail que pourrait remettre en cause le Conseil constitutionnel. Les auteurs de cette loi ont en effet repris les tableaux actuels fixant le nombre de sièges par arrondissement. Or, ils sont vieux de 50 ans. Ce qui pourrait aboutir à une censure dudit Conseil pour défaut d'actualisation des données démographiques.

Institutions

Sécurité. Si 82 % des maires de communes de plus de 10 000 habitants sont très préoccupés par la sécurité, le chiffre tombe à 45 % dans les communes de moins de 2 000 habitants. 85 % des maires répondent qu'ils n'ont, dans leur commune, ni police municipale ni gardes champêtres ! Dixit un sondage du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure (CRSI).

Assemblée nationale a adopté, à 436 voix pour et 75 voix contre, la proposition de loi sénatoriale visant à sortir la France du piège du narcotrafic. Seuls les Insoumis ont voté contre. Le texte prévoit la création d'un Parquet national anti-criminalité organisée (Pnaco), qui se saisira des affaires concernant les trafiquants les plus dangereux.

Les douanes ne saisissent pas que des biens criminels. Mais aussi des biens culturels, dont des pièces de monnaie très en vogue. En 2024, les gabelous ont réalisé une soixantaine d'affaires de biens culturels sur 22 125 biens saisis.

La carpe et le lapin. La députée Renaissance Violette Spillebout et l'Insoumis Paul Vannier forment un duo pour le moins improbable. Tous deux ont été nommés corapporteurs de la commission d'enquête sur le contrôle par l'État des violences à l'école réclamée par les députés LFI à la suite de l'affaire Bétharram.

Divers

Après avoir débité des conneries pendant plus de cinquante ans, l'escroc de Mai 68, Daniel Cohn-Bendit, à bientôt quatre-vingt ans déclare au *Monde* : « Aujourd'hui je ne me sens que juif ». Et avant, il se sentait quoi?

Alexis Kohler, ex-secrétaire général de l'Elysée, rejoint la banque Société générale en qualité de président de la banque d'investissement où il coordonnera les activités de fusion-acquisition. Et il assistera également le directeur général, Slawomir Krupa. Et se faire un bon paquet de fric.

L'actuel préfet de police de Paris, Laurent Nunez envisagerait, en cas de dissolution, de se présenter sous la bannière Renaissance, dans la 3^{ème} circonscription du Cher où il est bien implanté. Au grand étonnement de l'actuel député Horizons, Loïc Kervran.

Amen. L'archevêque d'Alger, naturalisé algérien, Jean-Paul Vesco, a pris position dans *La Croix* en faveur de l'Algérie contre la France dans la crise diplomatique qui secoue les deux pays.

Bonnet blanc et blanc bonnet. Sans surprise, le cardinal Jean-Marc Aveline, 66 ans, archevêque de Marseille, a été élu président de la Conférence des évêques. Un mandat de trois ans. Encore un démocrate au sein d'une institution qui ne l'est pas.

Tambouille Renaissance & C°

Décidément tout le monde veut défiler. Depuis l'annonce par le RN d'une grande manifestation dimanche 6/3 place Vauban, Renaissance ne sera pas en reste, le parti macroniste tiendra meeting à la Cité du Cinéma à Saint-Denis (93) sous la houlette de Gabriel Attal. 5 000 personnes sont attendues.

Droite

David Lisnard, le maire LR de Cannes, qui a eu un moment des ambitions présidentielles, a décidé de rouler pour Bruno Retailleau. Son mouvement, Nouvelle énergie, comprend plusieurs milliers d'adhérents.

Mme Marie-Christine Dalloz est en situation très favorable pour retrouver son siège de députée. La candidate des Républicains est en effet arrivée très largement en tête du premier tour de l'élection législative partielle qui avait lieu dans la 2^{ème} circonscription du Jura, obtenant 54,1 % des voix.

Bien évidemment, l'élimination de Marine Le Pen à la présidentielle, amène le ventre mou des centristes – de Renaissance au Modem –, à revoir leurs stratégies. Edouard Philippe se sent pousser des ailes, Gabriel Attal aussi.

Pauvre Eric Ciotti. Depuis qu'il a rejoint le Rassemblement national il se voit virer des malbouffes du CRIF dont il était l'un des hôtes réguliers. Du coup, Ciotti qualifie le CRIF d'organisation de gauche.

La droite ne s'est pas bruyamment réjouie que la favorite de la prochaine élection présidentielle, qui a pourtant capté beaucoup de ses électeurs au cours des dernières années, se prenne les pieds dans le tapis.

« On ne sait pas comment ça peut retomber. Il y a une telle colère que c'est dur pour un candidat de la droite de gouvernement d'en bénéficier », glisse une conseillère LR.

Gauche

Dixit François Hollande : « Si la coalition entre la droite et le centre perdure face à une gauche constructive, les uns gouvernant, les autres s'opposant mais n'empêchant pas la bonne marche du pays, une stabilité est possible jusqu'en 2027 ».

Dans un entretien au *Monde*, l'ancien Premier ministre socialiste Lionel Jospin juge qu'il serait "absurde" que le PS agite la menace d'une motion de censure puisque la gauche n'est « pas maintenant en mesure d'offrir une alternative ».

Le bolchevique André Chassaigne, 74 ans, rend son tablier de député du Puy-de-Dôme après vingt-cinq ans de présence au Palais Bourbon. Il devient simple adjoint au maire de son village auvergnat de Saint-Amant-Roche-Savine. Et confirme les liens qui unissaient les cocos et les gaullistes.

Le député Insoumis Andy Kerbrat, en arrêt de maladie le temps de soigner son addiction à la drogue, a voté par délégation contre la loi sur le narcotrafic. Exemple de logique Insoumise !

Société

Un brave paysan qui avait insulté la foldingue Sandrine Rousseau et sa copine Marine Tondelier – toutes deux députées EELV – d'un « va faire la soupe salope » s'est chopé par le tribunal une amende de 3 000€ dont 2 000€ avec sursis. Et Gérard Depardieu, qui n'a pas violé au sens strict de l'article 222-23 du code pénal, s'est pris 18 mois de prison avec sursis. #MeToo, c'est to much !

Comme l'écrit Philippe Bilger, ancien magistrat, dans un petit ouvrage *MeTooMuch* (Héliopoles) : « On ne peut pas tout mettre sur le même plan. Etre grossier, vulgaire indécent n'est pas la même chose qu'avoir un geste indélicat, qui n'est pas la même chose qu'une agression ou un viol. Il faut garder le sens de la hiérarchie. »

Air du temps. Deux nouvelles garanties, sans supplément, incluses à partir du 1^{er} avril dans les contrats d'assurance habitation d'Axa, prévoient un soutien juridique, psychologique et financier en cas de violences sur conjoint.

On avait déjà ces imbéciles anti-corrída, voici maintenant les anti-combats de coqs (sans compter tous les frapadingues végétariens). Cette tradition du combat de coqs est propre aux départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Et les combats ne sont autorisés que si la tradition du village est jugée ininterrompue. Toutefois, cette tradition n'intéresse que peu les jeunes et est appelé à disparaître constate un organisateur sexagénaire. En revanche, cette tradition est très vivace en Asie.

On nous a bassiné avec les JO qu'on a collé à toutes les sauces. Pour Manon Brunet-Apithy, médaille d'or en sabre, l'héritage de JO est nul. Elle n'est pas la seule à faire ce constat.

Faits divers

Un jeune chef d'entreprise de 36 ans, adepte du base jump a été interpellé pour avoir sauté en parachute depuis la flèche de Notre-Dame et ce en tout anonymat. Ce sont les caméras de vidéosurveillance de la préfecture de police qui l'ont identifié.

Il ne serait pas le seul à être monté sur l'édifice la même semaine : deux « urbexeurs » (fans d'exploration urbaine) s'y seraient postés quelques jours avant le saut afin de faire des repérages pour le base jumper,

Comme l'indique le jeune parachutiste : « *Je suis charpentier, je n'ai mis en danger personne car le parvis était désert lorsque j'ai atterri à la vitesse d'un joggeur. L'Église, la Ville de Paris et la préfecture de police m'en veulent surtout d'avoir exposé les énormes failles de sécurité sur ce site. On y entre avec une facilité déconcertante* ».

L'imagination au pouvoir. Une jeune femme de 30 ans, munie de sa robe d'avocate arpentait les lieux du tribunal de Paris et assistait aux séances. En fait, elle en profitait pour détroussaer ses « confrères » avocats.

De nombreuses femmes témoignent d'avoir été agressées ou harcelées sur la route du pèlerinage le plus fréquenté au monde : Compostelle. Chaque année 450 000 pékins l'empruntent, croyants ou pas. Peu d'affaires sont médiatisées.

Le pic des naissances issues des femmes immigrées se situe dès la première année après leur arrivée en France : la part de ces naissances qui ont lieu un an après leur installation est trois fois plus élevée que celle enregistrée un an avant la migration.

Migration/islam

Le ministère de l'Intérieur a publié des données portant sur la fécondité des femmes primo-arrivantes, autrement dit immigrées installées sur le territoire français.

Ladite analyse conduit à établir des constats saisissants, qui attestent de l'impact puissant des flux migratoires sur la transformation rapide du paysage démographique de la France. La France présente également la singularité d'accueillir l'immigration la plus africaine de tous les pays d'Europe.

57 % des immigrées algériennes et tunisiennes ont au moins une naissance dans les 4 années suivant leur arrivée en France, 56% pour les Maliennes, 54% pour les Comoriennes, 48% pour les Ivoiriennes.

Le pic de naissances est particulièrement marqué chez les immigrées qui sont inactives à leur arrivée. L'immigration en France apparaît donc comme un puissant « déclencheur de fécondité » pour les femmes extra-européennes qui s'y établissent.

Le délai minimal de résidence sur le territoire français requis pour bénéficier de l'ensemble des principales prestations familiales (les allocations familiales, la prime à la naissance, l'allocation de rentrée scolaire...) est de neuf mois seulement, sans aucun critère lié à la nationalité.

Le nombre d'étrangers en situation irrégulière dans notre pays est estimé à 800 000 personnes à en croire une indiscretion d'une source sécuritaire de haut niveau. Soit l'équivalent d'une ville comme Marseille.

Ecologie/ sciences & techniques

Les éoliennes terrestres d'ancienne génération vont être remplacées au rythme de 500 par an selon EDF. Elles seront hautes de 110 mètres (78 aujourd'hui) et permettront de tripler la production d'électricité. A ce jour l'éolien terrestre représente 3% de la production d'électricité en France. Faut-il persister dans cette voie ?

La première fusée orbitale lancée depuis l'Europe continentale s'est écrasée, dimanche 30 mars, après un vol de quelques dizaines de secondes sur la base spatiale norvégienne d'Andoya dans l'Arctique.

Rapidement après son décollage, la fusée Spectrum, un engin à deux étages développé par la start-up allemande Isar Aerospace, a commencé

à osciller, s'est retournée puis est retombée dans l'eau. Mais, confirme le constructeur, ce n'est pas un échec pour autant.

Représentant 71 % de la surface terrestre, produisant la moitié de l'oxygène que nous respirons, et assurant l'alimentation de trois milliards d'humains, les océans constituent le plus grand puits de carbone de la planète, et son plus grand réservoir de biodiversité.

Après Holosolis en janvier, c'est au tour de Carbon d'obtenir le permis de construire et les autorisations environnementales pour sa méga-usine de panneaux solaires. Un pas de plus pour ces projets au cœur de la stratégie de réindustrialisation de la France et de sa souveraineté énergétique.

Economie

En Asie, la riposte à la politique commerciale agressive de Donald Trump s'organise. Les ministres du Commerce ou de l'Industrie des trois grandes puissances asiatiques - Japon, Chine, Corée du Sud -, se sont réunis à Séoul, alors que Washington multiplie les hausses de droits de douane. C'est leur première rencontre trilatérale depuis 2020.

À eux trois, la Chine, le Japon et la Corée du Sud représentent environ 20 % de la population mondiale, un quart du PIB mondial et 20 % du commerce planétaire.

Un exemple à suivre. Alors que le secteur automobile connaît dans toute la France de sérieuses difficultés, la région Bourgogne-Franche-Comté mise sur l'aéronautique et la défense pour redynamiser son tissu industriel.

Les produits pharmaceutiques sont épargnés des droits de douane américains, considérés comme des biens essentiels. Les premiers touchés auraient été les consommateurs américains, mais aussi les entreprises pharmaceutiques américaines implantées en Irlande.

Culture/médias

La gauche s'active pour enrayer la réforme de l'audiovisuel public (et pour cause !), ce serpent de mer que les rapports parlementaires traînent depuis dix ans. Plus de 1 000 amendements ont été déposés dont certains absurdes, burlesques.

Sortie de la version 2025 du guide Michelin. Bien que fort décrié, il fait toujours autorité. Il s'en vend moins dans la version papier – 500 000 exemplaires en 1990, 50 000 aujourd'hui. Mais sa version numérique est ouverte. Pour un trois étoiles, compter entre 350 et 400€ d'addition sans le pinard.

Vingt journalistes quitteront l'hebdomadaire *Marianne* en profitant de la clause de conscience ouverte début janvier et en disposant de la bonification « offerte » par le groupe CMI. Depuis le départ de Natacha Polony, cet hebdo s'est vidé de sa substance et de son originalité.

Europe

Union européenne. La Commission européenne a infligé une amende de 458 M€ à quinze constructeurs automobiles – dont Volkswagen, Renault, Stellantis -, pour s'être entendus entendus pour éviter de payer le recyclage de leurs véhicules de 2002 à 2017. Est-ce le bon moment ?

Attention danger. Face aux 54% de taxes douanières qui frappent la Chine, l'Europe pourrait devenir un marché de recours pour Pékin. Autrement dit après la domination américaine, la domination chinoise venant détruire nos industries et notre commerce.

Mercosur. La guerre commerciale lancée par les États-Unis prive de débouchés de larges secteurs du Vieux Continent. Du coup, des pays qui hésitaient à travailler avec les États d'Amérique du Sud, comme l'Italie, la Pologne et les Pays-Bas, y sont désormais plus favorables.

Danemark. La Première ministre danoise, Mette Frederiksen oubliant tout langage diplomatique, s'est insurgée contre les États-Unis qui exercent « *une pression tout à fait insupportable sur le Groenland, mais aussi sur le Danemark et par conséquent sur l'unité du royaume* ».

Grèce. Pays membre de l'Otan, elle va consacrer 25 milliards d'euros pour la refonte de sa défense, « la plus importante » de son histoire moderne, a annoncé le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis.

Le ministre grec de la Justice, Giorgios Floridis, a annoncé l'interdiction explicite aux couples hommes célibataires de recourir à la gestation pour autrui (GPA). La pratique reste autorisée pour les femmes célibataires ou en couple.

Hongrie. Gergely Gulyas, directeur de cabinet de Viktor Orbán, a fait part de la décision prise par la Hongrie de quitter la Cour pénale internationale.

Ukraine. Vladimir Poutine a évoqué la mise en place d'une « administration transitoire » en Ukraine, placée sous l'égide de l'ONU, avec l'appui des États-Unis et de l'Europe. Et ce en vue de provoquer de nouvelles élections présidentielles.

À Kiev, la proposition de Poutine est perçue comme une tentative de fracturer l'unité nationale et de brouiller le soutien international. Les Ukrainiens avancent que Poutine ne veut pas la paix. Et Washington a repoussé la proposition.

International

ONU. L'élection de l'Arabie saoudite à la présidence de la commission sur le statut des femmes des Nations unies valide la justesse de cette affirmation du général De Gaulle « *machin ô combien inutile et même dangereux* ». Autrement dit, donner la banque du sang à Dracula !

Etats-Unis. Donald Trump menace une nouvelle fois Poutine de sanctions car les négociations de paix en Ukraine patinent. Trump se dit « très énervé » et « furieux ». « Si je pense que c'est la faute de la Russie [...], je vais imposer des droits de douane secondaires sur tout le pétrole qui sort de Russie ».

Selon l'agence Reuters, Trump s'apprête à signer un décret qui accélérerait l'autorisation d'exploitation minière en eaux profondes dans les eaux internationales. Une mesure qui permettrait aux sociétés minières américaines de contourner le Traité sur la haute mer, adopté à l'ONU en mars 2023, après des négociations à rallonge.

La dernière vente d'armes à Israël s'élève à 3 Mds€. Elle comprend 35 529 bombes MK 84 ou BLU-112, 4 799 bombes BLU-110A, 5 000 kits de guidage Jdam et des bulldozers blindés Caterpillar D9.

Sites à consulter

Les essentiels

[Synthèse nationale](#) - [Eurolibertés](#) - [TVlibertés](#) - [Francephi](#) - [Eléments](#) - [Observatoire du journalisme](#)

A Voir

Geopolitique de la paix – ce qui explique le conflit en Ukraine

La fracture entre le peuple et ses élites

Journées de lecture



Parution de la revue **Eléments** – avril mai 2025

Thème central : le coup d'Etat des juges

A voir et commander [ICI](#)

***Le racisme antiblanc*, par François Bousquet, La Nouvelle librairie, 292 p. 21,90€**

Loin d'être un fantôme, le racisme antiblanc est un discours de haine explicite et un phénomène aussi massif qu'occulté. C'est cette vérité interdite que cet ouvrage démontre vec tout le talent qu'on connaît à son auteur.

***Au-delà des droits de l'homme*, par Alain de Benoist, Krisis, La Nouvelle librairies, 186 p., 19€**

Proclamée avec force à la fin du XVIIIe siècle, dans le sillage de la philosophie des Lumières, l'idéologie des droits de l'homme est devenue une sorte de nouvelle religion civile. Mais de quel homme parle-t-on ? Et de quel droit s'agit-il ?

***L'autre collaboration*, par Michel Onfray, Plon, 448 p., 22€**

Aux origines françaises de l'islamo-gauchisme. Ce qui retient l'ire d'Onfray, c'est bel et bien le rôle joué par les philosophes du XXe siècle au sens large dans le pourrissement des esprits. Au commencement était... Jean-Paul Sartre.

L'économie selon Donald Trump

Un de mes amis, fort bien versé en économie, mais pas que, à qui je posais la question de savoir selon quel modèle nous entraînait la politique économique de Donald Trump m'a fait la réponse suivante, loin des sottises qu'on peut lire dans la presse mainstream. Donald Trump n'est pas si fou que cela.

Trois choses

1° droits réciproques, c'est à dire que les USA vont se mettre à même niveau. Parfois avec un peu de mauvaise foi (tu m'as taxé ça je te taxe autre chose), mais c'est la loi du genre. Les enfoirés de journalistes français mentent en permanence sur le sujet. Par exemple, personne ne dit que le Canada est sur certains produits très protectionniste. Il protège par exemple énormément son industrie laitière. Les produits laitiers américains vendus au Canada supportent près de 300% de droits de douane.

2° L'une des préoccupations de Trump, c'est de remettre de l'industrie aux USA. Vraiment, pas comme Macron. Il veut donc forcer les entreprises étrangères à produire plus sur le territoire américain pour éviter les taxes douanières. Il va y avoir hors USA des gagnants (par exemple Toyota, qui produit près de ses marchés de vente, aux USA comme en France) et des perdants (Honda par exemple, qui produit beaucoup plus au Japon pour exporter ensuite). Ce que Trump a dans le viseur ce sont les bullshit jobs, ces emplois de merde qui ne permettent pas aux gens de vivre, ou juste de survivre, et que les gens doivent parfois multiplier. Ce qu'il veut c'est revenir à une Amérique où quand on a un seul emploi on en vit à peu près bien. Ses efforts pour faire baisser les prix de l'immobilier vont dans le même sens. Et c'est assez cohérent avec le positionnement sociologique du parti républicain, qui est resté proportionnellement plus le parti de l'industrie que les démocrates, qui sont devenus quasi exclusivement le parti du gros argent et de la finance.

3° Le but est aussi je pense monétaire. Le dollar est maintenant contesté. Il reste certes ultra-dominant, son recul va encore prendre des décennies (et n'aboutira peut-être jamais complètement à vue humaine), mais le mouvement est amorcé. Les USA à terme vont avoir de plus en plus de mal à payer leurs importations en imprimant simplement de l'argent. De plus, cet argent imprimé servait à financer leur déficit budgétaire : en gros les Chinois

et les Japonais ont pendant des années mis leurs excédents commerciaux en dollars dans des emprunts d'Etat américains... ça commence à changer. C'est tout le circuit qui permet aux USA de dominer l'économie mondiale depuis les années 70 qui change. Les modifications politiques sont à l'échelle. C'est à mon avis loin d'être une volonté de Trump : il y a des gens derrière, qui préfèrent imaginer l'avenir que de laisser pourrir le système actuel pendant encore quelques décennies, ce qui était le choix fait par les démocrates et des rino (les republicans in name only, les républicains compatibles avec la politique démocrate depuis Obama). Pour arriver à corriger cela il y a deux piliers : d'une part serrer les dépenses pour commencer à limiter le déficit public, et d'autre part limiter le déficit commercial, d'où les droits de douane. D'autant que les USA bénéficient d'une avance dans les services avec les GAFAM, or les droits de douane sur les services sont quasi inexistantes et très difficiles à mettre en place.

Les taxes douanières sont en général une mauvaise chose : elles t'obligent à produire et acheter chez toi des trucs que tu pourrais te procurer ailleurs moins cher. Mais il y a une contrepartie à respecter pour que ça marche, le libre-échange ; chez toi, tu dois alors utiliser l'argent ainsi économisé à produire des trucs à plus forte valeur ajoutée que ce que tu achètes peu cher à l'étranger, donc investir à fond pour rester devant. Nos économies des deux cotés de l'Atlantique ne savent plus faire ça, parce que nous n'utilisons plus majoritairement notre argent (puis, depuis un certain temps maintenant, notre dette) à investir afin de faire toujours plus de valeur ajoutée (qu'en plus nous taxons...), mais ça nous sert à payer des frais de fonctionnement, en particulier sociaux. Certains sont inévitables, liés par exemple au vieillissement de la population. Mais d'autres sont injustifiés et clairement disproportionnés, surtout en France nous où ça atteint des sommets ridicules (la France c'est à la louche 1% de la population mondiale, mais c'est 13% des dépenses sociales mondiales). Dès lors que nous n'investissons plus pour faire toujours plus de valeur ajoutée, il est assez logique de refermer les portes avec des droits de douane (au passage, l'Europe le refuse obstinément).

Les droits de douane sont idiots dans l'absolu, mais comme on ne fait de politique que sur des réalités, comme disait ce bon Maurras, mieux vaut mieux faire quelque chose d'idiot dans des conditions qu'on ne maîtrise pas entièrement où ça apporte par ailleurs quelques bons résultats que de faire quelque chose d'intelligent en principe dans des conditions telles que ça n'apporte rien de bon, conditions dont on refuse par ailleurs de sortir pour des raisons idéologiques, comme le fait l'UE.

Ce que fait Trump est une tentative de sortir de cette décadence économique. Lui, au moins, il essaye quelque chose... pendant ce temps Bayrou accroît la taxe sur les poulaillers, chacun ses ambitions...